# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 25 JANVIER 1861.

G. P. WEISSE & Co. | Rue de Chartres No 73, Coin de Bienville. | G. P. WEISSE, E. DUFOUR, E. HUVERNE, S. HARRY } Editeurs-Propriétaires


Nouvelle-Orléans,
VENDREDI MATIN, 25 JANVIER.

## Voir la seconde page, pour :

Les Funérailles.
Le Collectif Counselman.
Le Marché aux Bestiaux.
Le Mouvement du Port.
Le Duel entre Beauregard et Badger.

## Abonnés à la Semaine.

Dans prévenir de l'Abeille sont priés de vouloir recevoir des abonnements à la semaine au prix de 25 cents pour les six numéros de publication par semaine.

## Liste des lettres.

On trouvera aujourd'hui, à notre deuxième page, la liste des lettres françaises, espagnoles et italiennes.

Visites à l'évêque de la Louisiane.

Par le Sheriff, à midi, à l'Hôtel de Ville, [illegible] numéro—Terrains de neuf arpents situés dans [illegible] Bienville.

Par O. Lépomont, Bache & Co., à 10 heures, à la succursale d'augustins de Chartres, No 65—Fonds de terre et autres articles.

## La résistance de Gaëte.

Napoléon III continue à jouer le rôle de [illegible] moderne, et bien que les nouvelles [illegible] aient développé aucune [illegible] grande [illegible] ses paroles et de ses [illegible] il reste [illegible] que [illegible] Cowley qui a porté la parole au nom du corps diplomatique (rôle que remplissait [illegible] le nonce de Pape) n'a fait qu'adresser quelques félicitations banales, auxquelles l'empereur a répondu en ces termes :

« Je vous remercie pour les souhaits que vous venez de m'exprimer. Je regarde l'avenir avec confiance, convaincu que l'entente amicale entre les puissances maintiendra la paix, qui est l'objet de tous mes désirs. »

Napoléon n'a pas été plus explicite dans sa réponse à l'adresse du Corps législatif. On prétend que Lord Cowley ayant pressé M. Thouvenel de rappeler la flotte française de Gaëte, celui-ci lui aurait demandé si l'Angleterre accepterait la suspensibilité des conséquences de cette mesure et entreprendrait de s'opposer à l'intervention des puissances du Nord. Devant cette réponse, le ministre anglais n'aurait pu qu'éluder la difficulté en s'en rapportant à la sagesse de l'empereur. Un correspondant du *Indépendance Belge* donne une autre version des notes échangées entre les deux cabinets. Lord John Russell aurait témoigné le désir que la colère anglais d'annoncer à l'ouverture du Parlement la cession de l'intervention française dans les affaires de Naples et aurait fait ressortir l'importance de constater dans le discours de la reine qu'une complète entente existait entre les deux gouvernements sur les affaires d'Italie. L'empereur aurait répondu qu'il serait difficile d'annoncer une complète entente puisque l'Angleterre voulait l'unité de l'Italie, tandis que la France restait fidèle à l'idée de confédération.

Au milieu de tous ces on dit, on a appris qu'une frégate russe avait fait l'amère devant la forteresse de Gaëte et les canons d'interposition ont été mis en batterie. On a supposé que le Roi avait résolu d'abandonner aux Français la protection que la France lui avait accordée jusqu'alors. Tout cela est fort problématique et le *Morning Chronicle* du 18 nous n'en dit pas moins qu'il a toute raison de croire qu'en dépit des obstacles apparents qui s'opposent à un règlement des affaires d'Italie, les grandes puissances à l'exception peut-être de l'Autriche, sont déterminées à empêcher une guerre générale. »

Le maintien de la flotte française devant Gaëte est une énigme assez difficile à expliquer et elle inspire au *Journal des Débats* les réflexions suivantes :

« Nous ne pouvons nous empêcher de regarder comme très regrettable la résistance de Gaëte, parce qu'elle ne fait que prolonger la guerre civile dans le royaume des Deux-Siciles, et malheureusement trop, qu'un Napoléon est une certaine satisfaction et mette un certain empressement chevaleresque à répondre à la demande de secours d'un Bourbon, même de ceux que nous comprenons moins, et sur qu'un Bourbon puisse faire la demande. Et quant à ceux qui remercient, nous les plaignons, pour ne pas dire plus, de tel dans [illegible] dans l'intérêt de plus hautes considérations, y voir mettre un terme. Il n'y a pas le serrure de la France qui maintienne l'équilibre européen, et qu'il y a que la présence de cet [illegible] empêche encore la guerre civile dans le royaume de Naples, et les espérances des ennemis de l'Italie et de la France. C'est en vain que [illegible] de troupes, de désordres et même d'effusion de sang. Nous croyons qu'il a été assez fait pour les convenances et que l'humanité ne doit pas être sacrifiée, et nous n'avons pas de doute qu'il n'arrivât pas de temps la règle absolue de la non intervention reprendra son cours.

Il est une explication qu'aucun journal n'a donnée et qui nous vient à l'esprit. En supposant un bombardement de Gaëte par mer, la France n'aurait que retarder la chute de la Forteresse ; le seul résultat de cette intervention serait donc été de continuer les [illegible] à faire un siège en règle du côté de la terre. Cet appréhension ne pourrait leur être utile, dans le cas où ils auraient à faire le siège des places [illegible] au printemps. Ils auront acquis une certaine expérience stratégique, et ils connaîtront par la pratique la portée et l'effet des canons rayés et des pièces de nouvelle invention, dont l'essai a été fait par les mauvaises de Gaëte. Cette explication, bien que moins profonde que celle qui consisterait dans les combinaisons diplomatiques toutes embrouillées, n'en est peut-être pas moins vraisemblable. »

EMBARRAS DES POSTES.—On lit dans le *Pays* de ces derniers :

« On nous annonce que le contractage de la malle entre l'embouchure de la Rivière Rouge et le Texas, et celle de la construction de la ligne qui donnera les Arkansas, les Rapides, et toutes les paroisses du nord-ouest, va bruyamment interrompre le service de la poste. Il paraîtrait que l'administration française dans la stabilité du Gouvernement Péchard, le contracteur a refusé de renouveler son contrat à l'expiration de celui-ci, et que nous serons bientôt, si ce n'est que trop probable, [illegible] nos [illegible] [illegible] [illegible]